

Type de réunion

Réunion de collège public

Réunion de lycée général et technologique public

Les modalités du débat sont-elles valides et opportunes ?

Réunion du collège public

Le débat s'est ouvert le vendredi 12 décembre 2003 en présence de 32 participants (3 parents, 2 élèves, une douzaine d'enseignants, des personnels administratifs et ATOSS de l'établissement). Avant la présentation du PowerPoint, le collège enseignant a souhaité intervenir avant de confirmer son éventuelle participation au débat. Sa représentante a notamment déclaré :

- afficher une interrogation sur la validité du débat,
- constater l'urgence de la mise en œuvre d'un tel débat (mal situé en fin de trimestre et fin d'année civile),
- souhaiter qu'un vote ou un référendum soit consécutif au bilan du débat avant le projet de loi,
- ne pas disposer du temps nécessaire pour approfondir sérieusement les questions posées,
- constater que le traitement de la consultation est flou et peu démocratique,
- qu'un certain nombre de parents a été exclu de l'information et du débat (débat sur temps de travail, accès internet non généralisé...),
- que la neutralité de l'animateur pouvait être suspecte puisqu'il était « nommé » par le chef d'établissement.

Suite au questionnement de l'animateur, les enseignants ont souhaité rester et participer au débat.

Après l'intervention des enseignants, des participants ont affiché la nécessité de soumettre la synthèse des débats à un nouveau débat public avant tout projet de loi ou texte. Les parents se sont exprimés sur l'approche trop intellectuelle, à leur goût, du questionnement qui a pour effet de renforcer l'existence de deux mondes séparés (enseignants et parents).

02 - Quelles doivent être les missions de l'École, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?

Un intervenant souligne que l'École doit concilier trois pôles :

- le pôle de transmission des connaissances et des savoirs
- le pôle de préformation professionnelle
- le pôle de l'éducation

Il rappelle que même s'il y a hiérarchisation des pôles entre eux, ils restent complémentaires.

Un autre participant demande si l'École est toujours un instrument de réduction des égalités sociales pour la République. Et quel est le socle minimum de connaissances attendu ?

N'assiste-t-on pas actuellement plutôt à un empilement des contenus qu'à des orientations et stratégies éducatives ?

Si un parent exprime son souhait d'abandonner l'apprentissage de choses inutiles, le reste de l'assemblée déclare se méfier d'une approche trop productiviste qui aliénerait les contenus et savoirs aux attentes immédiates de l'industrie ?

Pour eux l'École doit rester un monde à part et un lieu d'épanouissement où l'on apprend à apprendre.

En synthèse, ils considèrent que les priorités de l'École sont :

- apprendre à apprendre pour rendre l'élève un citoyen autonome
- développer l'acquisition d'un sens critique qui favorise l'adaptabilité au monde extérieur notamment économique,
- donner à l'élève la capacité d'apprendre tout au long de sa vie
- enseigner le sens des devoirs

06 - Comment l'École doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

Sur ce thème plusieurs questions se posent :

- comment gérer l'hétérogénéité des élèves ?
- doit-on réintroduire des classes de niveau ?
- l'approche pédagogique (individualisation, personnalisation) est-elle une solution ?
- ces approches sont-elles compatibles avec des classes de 25 à 30 élèves ?

Une question semble retenir l'attention de tous les participants : comment donner l'envie d'apprendre ?

Les enseignants remarquent que leur formation pédagogique (lorsqu'elle existe) n'intègre pas les techniques de motivation (ou de remotivation) des élèves alors que ces techniques sont utilisées en formation d'adultes ou en thérapies pour les mêmes enseignants lorsqu'ils décrochent.

Pourquoi le cursus de formation des enseignants n'intègrent-ils pas des dimensions psychopédagogiques, de communication, d'animation de groupe et de psychosociologie ?

Peut-il exister une École de la réussite pour tous ?

Alors que les statistiques montrent que le taux d'accès aux études supérieures stagne pour les CSP les plus défavorisées, l'École avec son affichage égalitaire n'est pas équitable. Chacun ne reçoit pas en fonction de ses besoins.

Si la réduction des effectifs peut faciliter une approche plus individualisée de l'éducation, elle ne saurait se limiter à ce seul facteur. Dans certains cas le faible nombre d'élèves dans un groupe crée plus de problèmes qu'un surnombre (faible émulation, tendance au clanisme...).

Les enseignants indiquent qu'ils travaillent toujours dans l'urgence et qu'ils auraient besoin de plus de temps pour réfléchir afin de gérer l'hétérogénéité des publics.

Pour l'ensemble des participants la diversité des publics et de leurs besoins est une réalité; et cette réalité ne peut se suffire de réponses uniques et standardisées. Elle suppose que dans le cadre du collège unique soit proposés des parcours diversifiés qui garantissent la réussite des élèves et des futurs citoyens.

En synthèse ils déclarent :

- que l'orientation est souvent déterminante et qu'il est difficile d'en changer (peu de passerelles),
- que l'alternance bien gérée et contrôlée pourrait permettre à l'élève de mieux choisir son orientation,
- que l'élève doit toujours être replacé au cœur du système et non effacé devant les groupes de pression (politiques, entreprises, enseignants, parents...) et leurs revendications,
- que la formation continue des enseignants et des personnels doit être une des réponses à l'évolution des besoins des élèves et des attentes de la société,
- que la voie professionnelle est souvent une orientation par défaut,
- qu'il faut renforcer les notions de cycles, de cursus et de parcours diversifiés (cf système canadien).

08 - Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Le débat de l'après-midi regroupe, en raison de l'insuffisance de participants, les deux réunions du matin : collège et lycée public environ 40 personnes.

A la question posée des remarques sont formulées :

- Il existe une trop grande rupture entre l'école primaire et le collège : dans la première le travail de l'élève est intégré dans son activité quotidienne alors qu'il s'ajoute au collège,
- Il y a rupture des rythmes dans le calendrier (semaines pleines et semaines creuses). Les rythmes scolaires ne respectent pas (ou peu) les capacités d'apprentissage des élèves mais très souvent les contraintes logistiques de l'établissement (emplois du temps, gestion des salles, examens...),
- L'effort demandé aux élèves doit-il être un effort librement consenti ou imposé : comment et par qui ? Ne doit-on pas développer la soif d'apprendre et la richesse intérieure des élèves ?
- L'utilitarisme des élèves se développe (prédominance des disciplines « principales » au détriment des autres « accessoires »),
- Certains élèves, notamment au lycée, cumulent des semaines de 45 à 55 heures sans remise en question des rythmes scolaires,
- Les temps dévaluation des enseignants ne sont pas coordonnés (absence de calendrier prévisionnel) ce qui provoque des semaines surchargées et très souvent avant les conseils de classe. Pourquoi le chef d'établissement ou le professeur principal ne pourrait-il pas, en se référant aux progressions pédagogiques des enseignants, harmoniser les temps d'évaluation ?
- Ne serait-il pas plus profitable pour le développement de l'enfant d'aménager sa journée de travail (allègement pour les après-midi/expérience des pays de l'Europe du Nord) ?
- Il faut faire attention au temps masqué car le travail et les efforts des élèves dépassent largement leur temps de présence dans l'établissement,
- Refus d'un marché éducatif privé pour compenser les insuffisances du système actuel à l'exemple de certains pays et par rapport au développement d'entreprises privées de soutien scolaire et d'aide aux devoirs, ce qui aurait pour effet de renforcer les inégalités sociales et économiques,
- Le goût de l'effort et du travail est aussi de la responsabilité de la famille qui doit contrer l'effet sociétal du zapping. Nous développons collectivement la culture du zapping (culture de l'émiettement),
- L'enseignant doit être un acteur dynamique et motivant pour l'élève (pédagogie de la réussite, approche transdisciplinaire, individualisation et personnalisation de la pédagogie)
- L'école doit répondre aux incertitudes et doutes des élèves face aux incertitudes du monde qui l'entoure (économique, social, culturel, culturel ...) en l'engageant dans des recherches actives de réponses,
- Comment concilier discours et réponse uniques à des élèves de nature, d'attente et de typologie différentes,
- Constaté que les redoublements sont peu efficaces lorsqu'ils reproduisent des contenus et apprentissages identiques sans tenir compte des acquis et des difficultés de l'élève. Une approche par cursus (modules, unités de valeur, niveaux acquis...) ne serait-elle pas plus profitable ?
- Pourquoi les résultats des recherches fondamentales et appliquées (sciences de l'éducation, psychopédagogie, sociologie...) ne profitent-ils pas aux mieux être des élèves et à la recherche d'une école efficiente ?

21 - Faut-il redéfinir les métiers de l'École ?

Comme dans la première partie de l'après-midi, l'ensemble des participants au débat a émis un certain nombre de remarques et d'interrogations :

- il n'existe pas de référentiel d'emploi de la fonction enseignante ou des autres métiers de l'école, qui définirait les missions, capacités et compétences à mettre en œuvre pour accomplir son activité et ses tâches,
- l'activité de l'enseignant est uniquement supposée dans les programmes ou référentiels qui ne garantissent pas une permanence de qualité des prestations,
- la formation des enseignants ne laisse pas suffisamment de place aux compétences propres du pédagogue (empathie, psychopédagogie, techniques de conduite de groupe, médiation, gestion de conflits, régulation, accompagnement, gestion de projet ...),
- la baisse de l'attrait pour les métiers de l'école (enseignant, chef d'établissement) ne sont-ils pas les symptômes non seulement d'une crise des vocations mais aussi d'une crise du système éducatif ? Les acteurs se sentent seuls et isolés dans leur fonction et responsabilité. Certains souhaiteraient recourir à un recrutement « local » (académique ou inter-académique) et introduire des primes de mobilité pour les académies déficitaires,
- peut-on et doit-on rester enseignant, administratif, ATOSS ou chef d'établissement toute sa vie professionnelle ? Quel est le rôle et le poids de la formation continue des personnels ? Quelle est son utilité ? Favorise-t-on son recours (congé formation non remplacés, baisse des moyens alloués, absence d'objectifs, volontariat, cohérence et intérêt dans l'évolution des carrières...) ?
- pourquoi la fonction de gestion des ressources humaines (emplois et compétences, évolutions des qualifications, promotion) n'existe-t-elle pas au sein de l'Éducation Nationale,
- l'Éducation Nationale a-t-elle connaissance de « l'état de ses troupes » (absence de bilan social, absence de médecine du travail) ? Pourquoi est-elle amenée à gérer les effets (absentéisme, congés maladie, démission) sans en analyser les causes et anticiper (supervision, tutorat, GPEC) ?
- quelles sont ou pourraient être les passerelles avec les autres métiers de la Fonction Publique afin de permettre à des agents de se ressourcer et développer de nouvelles compétences dans l'intérêt de l'École ?
- l'évaluation des personnels est perçue comme normative. Ne pourrait-elle pas conduire à une vraie politique de management des ressources humaines ?
- l'École ne peut fonctionner efficacement sans l'ensemble de ses composantes humaines et tous ses métiers. Les personnels administratif et ATOSS souffrent d'un manque de considération et de reconnaissance au sein des établissements. Notamment en cas d'absence, ils ne sont pas remplacés en totalité et doivent donc compenser le déficit de remplacement par l'augmentation de leur charge de travail,
- tous les acteurs de l'École ont un rôle éducatif qui doit être affiché dans leur lettre de mission et leur référentiel d'emploi et de fonction,
- le rôle du chef d'établissement doit être renforcé. Il doit disposer d'une autonomie plus grande pour gérer son établissement et être en cohérence avec les contrats d'objectifs. Cette autonomie pourrait s'appliquer sur une globalisation des moyens financiers et sur les procédures d'urgence de recrutement des enseignants et autres personnels en cas d'absence afin de garantir à la fois l'égalité de moyens offerts aux élèves mais aussi pour garantir une permanence de qualité des prestations.

Remarques complémentaires sur le débat

En tant qu'animateur je souhaite simplement exprimer que j'ai été surpris, alors que la journée avait été banalisée par le chef d'établissement, introduite avec des supports d'information et de communication onéreux (supports, campagne média, coûts salariaux, création et animation de site...) :

- de la faible représentation des parents et des élèves
- de la faible participation des enseignants
- et de l'état de désarroi (ou non-proposition) des différents acteurs

Ce qui traduit, à mon sens (donnée subjective), une absence de culture du dialogue mais aussi la prédominance dans la culture professionnelle de l'École de l'information au détriment de la communication.